**AVOCAT OU AVOCATE EN DROIT DU TRAVAIL ET EN DROIT DES AFFAIRES**

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

La Fédération des cégeps est le regroupement volontaire des 48 collèges publics du Québec. Elle a été créée en 1969 dans le but de promouvoir le développement de la formation collégiale et des cégeps. Elle agit comme porte-parole officiel et lieu de concertation des cégeps, à qui elle offre des services en matière de pédagogie, d'affaires étudiantes, d'affaires internationales, de formation continue, de financement, de ressources humaines, d'évaluation de la scolarité, d'affaires juridiques, de technologies de l'information, de négociation et de relations du travail.

La Fédération est à la recherche d'une personne pour combler un poste d'avocat ou d'avocate en droit du travail et en droit des affaires au sein de la direction des affaires juridiques.

## NATURE DU TRAVAIL

Sous l'autorité du directeur des affaires juridiques, la personne titulaire de ce poste est appelée à conseiller et à représenter les cégeps devant les tribunaux relativement à l'application ou à l'interprétation des conventions collectives et des principales lois les régissant.

Elle sera plus particulièrement appelée à :

- Conseiller les cégeps en matière d'interprétation des lois du travail et des conventions collectives du réseau collégial;
- Représenter les cégeps devant les arbitres de griefs ainsi que devant les tribunaux administratifs et judiciaires;
- Conseiller les cégeps dans l'application des lois et des règlements à caractère contractuel, dont la *Loi sur les contrats des organismes publics* et ses règlements, ainsi qu'en matière de gouvernance;
- Rédiger ou réviser divers documents à caractère juridique (opinions juridiques, contrats d'approvisionnement, de services et de construction, appels d'offres, ententes, modèles de règlements et de politiques, articles juridiques, etc.);
- Participer à la vigie législative;
- Participer à la préparation et à la présentation de formations et de conférences;
- Accomplir toutes autres tâches connexes, au besoin.

## QUALIFICATIONS REQUISES

- Détenir un diplôme universitaire de premier cycle en droit;
- Être membre en règle du Barreau du Québec;
- Posséder minimalement cinq (5) années d'expérience pertinente en droit du travail et/ou en droit des affaires;
- Posséder une expérience en représentation devant les arbitres de griefs ou les tribunaux administratifs ou judiciaires;
- Posséder une expérience ou des connaissances dans le domaine du droit de l'éducation ou en matière de droit d'auteur, un atout.

## PROFIL RECHERCHÉ

- Posséder une excellente maîtrise du français et des capacités rédactionnelles supérieures;
- Faire preuve de rigueur professionnelle;
- Démontrer de très bonnes habiletés de communication;
- Faire preuve d'un grand souci pour le service à la clientèle et le service aux membres;
- Posséder un bon sens de l'organisation, savoir gérer les priorités et avoir la capacité de mener plusieurs mandats de façon simultanée;
- Faire preuve de polyvalence dans la réalisation des mandats variés qui sont confiés;
- Posséder une grande autonomie dans l'exercice des fonctions et faire preuve d'initiative;
- Démontrer une facilité à travailler en équipe, avec des groupes et partenaires diversifiés.

## CARACTÉRISTIQUES DU POSTE

- Poste à temps complet (35 heures semaine), en mode hybride à Montréal (20 % du temps en présentiel, incluant la présence au bureau et les déplacements professionnels);
- Contrat d'un an, avec possibilité de prolongation;
- Échelle salariale de 97 411 $ et 138 834 $ annuel, selon la scolarité et l'expérience;
- Disponibilité requise pour voyager en région sur une base ponctuelle;
- Entrée en fonction : août 2025 (flexibilité quant à la date exacte d'entrée en fonction).

## LA FÉDÉRATION DES CEGEPS : UN EMPLOYEUR UNIQUE

La Fédération offre un généreux programme d'avantages sociaux :

- Quatre semaines de vacances annuelles après un an;
- Des congés mieux-être;
- Deux semaines de congés payés durant la période des fêtes;
- Un horaire d'été;
- Une généreuse couverture d'assurances collectives, payée en grande partie par l'employeur (soins de santé, soins de la vue, soins dentaires, assurance salaire, assurance vie);
- Accès à un service de Télémédecine;
- Un régime de retraite avantageux, soit celui du secteur public (Retraite Québec);
- Différents programmes, notamment : programme de formation, conciliation travail-vie personnelle, programme d'aide aux employés et remboursement de certaines dépenses relatives à l'activité physique et aux soins de santé;
- Accès facile en transport en commun (station Berri-UQAM).

Si ce poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, ainsi qu'une lettre expliquant votre intérêt **au plus tard le 15 juin 2025, à 23 h**, à l'adresse suivante : Avocat ou avocate en droit du travail et en droit des affaires - Fédération des cégeps - Emploi Cégep

Des tests seront administrés avant l'entrevue, **au cours de la semaine du 16 juin 2025.**

Les entrevues auront lieu à distance **le 25 juin 2025.**

Veuillez noter que seules les personnes dont la candidature est retenue seront jointes par la Fédération des cégeps.